

Des citoyens israéliens au Conseil de Paris – Ne réduisez pas au silence la liberté de parole à Paris

Aux membres du Conseil de Paris

Nous sommes un groupe de citoyens israéliens.

Depuis près de 68 ans, les gouvernements israéliens successifs ont mis en œuvre des politiques fondées sur la discrimination ethnique et le suprématisme. L'État d'Israël a volé la plupart des terres appartenant à des citoyens palestiniens d'Israël et à des réfugiés palestiniens qui ont subi le nettoyage ethnique israélien de 1948. Le gouvernement israélien a établi un système brutal d'apartheid en Cisjordanie. Dans ce système, des citoyens israéliens privilégiés vivent dans des colonies israéliennes illégales, tandis que des millions de Palestiniens se voient refuser les droits les plus élémentaires sous ce même régime israélien?

Nous sommes opposés à la politique de notre gouvernement, de racisme, d'occupation et d'apartheid. Nous en sommes venus à la conclusion qu'une pression internationale doit être faite pour mettre fin à cette politique. Aussi nous soutenons l'appel de la société civile palestinienne au boycott, au désinvestissement et aux sanctions (BDS) envers Israël (1).

L'appel BDS comprend le boycott de la propagande israélienne dans le champ académique, de la culture et des arts (2). Le gouvernement de l'Afrique du Sud de l'apartheid a investi beaucoup d'argent pour dissimuler les crimes d'apartheid atroces du pays en envoyant des artistes à l'étranger. Le gouvernement israélien fait de même: le ministre des affaires étrangères finance des déplacements d'artistes à l'étranger.

Leurs prestations ne sont pas des événements purement artistiques, mais de la propagande pour un régime d'oppression.

Ainsi, par exemple, quand des citoyens français protestent contre la performance du ballet **israélien** Batsheva financé par le ministère israélien des affaires étrangères, ils exercent leur droit à la liberté de parole, ils s'expriment contre la propagande du **gouvernement** et ils ont tout notre soutien.

Dans un rapport qui fait date, le mois dernier, Human Rights Watch a appelé **tous** les groupes économiques à cesser leurs activités dans les colonies israéliennes de Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem (3). Une institution **sud-africaine** a pris cette semaine une décision importante en refusant une conférence sur le thème de l'eau organisée en coopération avec le ministère israélien des affaires étrangères (4).

Les institutions politiques françaises semblent avoir choisi de se tenir du mauvais côté de l'histoire et de plus en plus de gens dans le monde s'en aperçoivent. Par exemple, ce mois-ci, nous avons eu la surprise d'apprendre que le gouvernement français apporte un soutien notoire à une entreprise israélienne, Shufersal, qui profite des colonies bâties sur des terres palestiniennes et syriennes en violation du droit international (5).

Et maintenant nous assistons à **une** tentative d'institutions française s de Paris de faire taire des citoyens français courageux et conscients, qui se dressent pour les droits humains des Palestiniens et qui se font les avocats de sanctions contre les crimes d'Israël. Nous suivons l'évolution de la situation politique en France et sommes pleinement solidaires de nos amis français.

Nous appelons le Conseil de Paris à s'abstenir d'imposer des mesures draconiennes et antidémocratiques, au service de l'apartheid israélien, dans le but de faire taire des

militants à Paris.

Sincèrement

Soutien de l'intérieur à l'appel palestinien BDS (citoyens
d'Israël pour BDS)